

Saint-Barthélemy, le 7 mars 2007

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions d'Angers
Rue du Cul-d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy
BP 80145 - 49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société JEHIER à CHEMILLE.

Mots-clés : Production de matériaux et équipements d'isolation thermique et acoustique
Objet de l'arrêté : régularisation administrative des activités.

La société JEHIER a transmis le 15 juin 2004, avec complément le 13 avril 2005, à monsieur le préfet de Maine et Loire une demande d'autorisation concernant la régularisation des activités existantes situées sur la commune de CHEMILLE.

La société JEHIER existe depuis 1920 sur ce site, son activité initiale d'effilochage et de fabrication de couvre-lits ayant évolué à partir des années 1960 vers la production de matériaux et équipements d'isolation thermique et acoustique. L'évolution du marché et l'augmentation des activités ont conduit l'entreprise à régulariser sa situation administrative.

A noter que l'entreprise JEHIER a intégré en mars 2006 la branche Industrie et Aerospace du groupe HUTCHINCHON, la famille JEHIER ayant choisi, parmi les postulants, le groupe présentant les meilleures garanties en terme de potentiel de développement et de poursuite de l'activité.

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

- **Raison sociale** JEHIER SA
- **Adresse** route de Saint LEZIN - BP 29 - 49120 CHEMILLE
- **Siège social** Idem
- **SIRET** 06420002500019
- **Activité** Production de matériaux et équipements d'isolation thermique et acoustique
- **Situation administrative** Récépissés de déclaration relatifs à un atelier de travail des métaux et à la mise en service d'un bâtiment logistique.

La société exerce son activité sur CHEMILLE, depuis 1920, et son champ commercial est mondial. Il porte sur les secteurs de l'aéronautique, le spatial, l'armement et l'isolation de machines de laboratoire. Ses produits sont les matériaux périphériques à l'isolation (film plastique, mousse, tissu ou complexe de ces produits). Vu le domaine d'application, ces films doivent répondre à des normes, aéronautiques notamment, draconiennes au niveau de la résistance incendie.

La société dispose des capacités techniques suffisantes pour fabriquer sur site sa gamme de produits et vérifier leur conformité aux normes aéronautiques (son laboratoire interne de test de résistance au feu).

Il n'existe pas de concurrents directs identifiés sur l'ensemble des activités mais une multitude d'intervenants. L'effectif est d'environ 150 personnes. Son chiffre d'affaires 2005 s'élève à 33 millions d'euros, et l'activité, après plusieurs années de développement lié au marché de l'aéronautique, tend à se stabiliser. JEHIER SA dispose des capacités financières suffisantes.

2. Le site d'implantation et ses caractéristiques

La société JEHIER SA, y compris le siège administratif et les bureaux, est implantée sur le site de CHEMILLE depuis l'origine. Une unité dédiée à la fabrication d'équipements d'isolation métalliques est implantée sur un autre site de la commune.

Le site d'implantation est situé dans la Zone UY du POS en cours qui s'applique aux secteurs réservés aux activités économiques. L'établissement s'étend sur une surface de 59 640 m² dont 7033 de bâtiments, 11350 de surface rendue étanche (bitume ou béton) et il reste 41257 m² non utilisés.

Le PLU est en cours d'instruction. Il prévoit que les autres terrains, situés autour du site, seront des zones UB (extensions du centre ancien et aux hameaux extérieurs) au sud-est et au nord-ouest, des zones N (naturelles) à l'ouest et à l'est et une zone AUU au nord.

Le site d'implantation est donc conforme aux règles d'urbanisme.

Le proche voisinage de l'établissement est constitué d'habitations implantées à 15 m au sud des bâtiments de JEHIER SA, à 75 m à l'ouest et 51 m au nord.

La rivière Hyrôme longe le site au sud, à 5 mètres environ des bâtiments d'enduction.

3. Le projet et ses caractéristiques

Les installations de production fonctionnent 5 jours sur 7 de 7h à 18h ou plus rarement en 2x8.

L'activité de JEHIER SA concernée par ce dossier consiste à fabriquer des films, mousses, tissus enduits, ou des produits complexes à partir de ces 3 supports.

D'autres ateliers du site ne mettent en œuvre que des moyens de découpe et d'assemblage mécanique :

- un atelier de découpe et calandrage des mousses (mise à une certaine cote) ;
- deux ateliers de découpe et d'assemblage par couture ;
- un atelier de menuiserie produisant des gabarits en bois destinés à un atelier d'assemblage ;
- un laboratoire d'essai de tenue au feu des complexes que l'entreprise fabrique ;
- un magasin logistique comprenant la zone de réception, de stockage et d'expédition.

Par ailleurs le site comprend des bâtiments abritant les locaux administratifs ainsi que la maintenance.

Pour la fabrication de ses produits, JEHIER SA utilise des matières premières qu'il met en œuvre. Ces étapes ainsi que les moyens utilisés sont précisés ci-dessous :

Les matières premières utilisées sont :

- Des matières premières inflammables (pour les solvants purs : toluène et méthyléthylcétone essentiellement, ainsi que des préparations liquides diverses) pour un stock total de 62 m³ ;
- Des polymères mis en solution dans les solvants (inflammables ou à base aqueuse) ;
- Des supports (papiers, films, mousses et tissus) destinés à être enduits.

Le flux de production est le suivant :

- Une zone de réception des matières premières liquides inflammables ou non ;
- Une zone de préparation des composants destinés à être appliqués par les machines d'enduction. Cette zone est à risque d'explosion car les matières employées sont pour la plupart inflammables ou mises en solutions dans des solvants inflammables ;
- Enduction : des supports (films, mousses ou tissus) reçoivent à température ambiante l'application d'une préparation provenant de la salle de mélange ou enduit. La quantité d'enduit appliquée est liée à la matière sèche du produit et utilise 600 kg d'extrait sec par jour soit environ 1000 kg par jour de préparation (extrait sec en solution dans divers solvants, en phase aqueuse ou pur). L'atelier d'enduction comporte donc deux zones : une réservée à l'emploi des produits inflammables, l'autre dédiée à l'enduction par des solutions en base aqueuse ou au travail de mise à la cote des matériaux ;
- Les solvants, issus des 3 machines d'enduction représentant plus de 80% des solvants émis, sont extraits et détruits par un oxydateur thermique régénératif ;
- Les supports ainsi enduits sont mis en bobines de tailles diverses pour utilisation interne ou vente pour les utilisateurs externes (clients).

Les principaux équipements de production comprennent :

- 9 machines d'enduction ;
- deux chaudières à fluide caloporteur ;
- plusieurs chaudières de chauffage des locaux de travail ;
- des équipements de mélange sous pression atmosphérique et de distribution installés dans un atelier classé à risque d'explosion ;
- des installations de compression et de réfrigération ;
- un oxydateur thermique régénératif (en fonctionnement depuis le 27 octobre 2005) ;
- un entrepôt de stockage de mousse isolante, de bois et autres polymères.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	Régime	Désignation des activités	Grandeur	Situation administrative
2915	1-a	A	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l	4000 litres	c
2940	2-a	A	Vernis, , peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....), à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour	1 tonne / jour	c
1432	2-b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	62 m ³	C
1434	1-b	DC	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) 1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : b) Supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h	9,6 m ³ /h (alimentation des cuves de mélange)	c

2940	1-b	DC	<p>Vernis, , peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....), à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé "au trempé". Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est :</p> <p>b) Supérieure à 100 litres, mais inférieure ou égale à 1000 litres</p>	294 litres	c
2564	3	DC	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (1).</p> <p>Le volume total des cuves de traitement étant :</p> <p>3. Supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 200 l lorsque des solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou des solvants halogénés étiquetés R 40 sont utilisés dans une machine non fermée (2)</p> <p>(1) Solvant organique : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur.</p> <p>(2) Une machine est considérée comme fermée si les seules ouvertures en phase de traitement sont celles servant à l'aspiration des effluents gazeux.</p>	1 fontaine à base de solvant (< 200 litres)	c
2920	2-b	D	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, :</p> <p>2. Dans tous les autres cas :</p> <p>b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :</p>	158 kW	c
2663	1-b	D	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 200 m³, mais inférieur à 2 000 m³</p>	600 m ³ mousses de polyimide s peu inflammables	c

A = autorisation, **DC** = déclaration et soumis à contrôle périodique, **D** = déclaration

(c) : Installations exploitées sans l'autorisation requise

La portée de la demande concerne les installations repérées (c).

4. Prévention des risques accidentels

Dans son étude de dangers JEHIER SA a effectué une analyse des risques comportant deux étapes :

- le recensement des dangers, l'identification des événements redoutés et l'évaluation de leurs conséquences ;
- l'identification des barrières existantes ou à mettre en place en vue de diminuer la probabilité ou la gravité des événements redoutés ou de leurs conséquences.

Cette démarche d'analyse lui a permis de vérifier qu'aucun phénomène accidentel induit de son activité ne sera inacceptable.

Le seul phénomène accidentel pouvant engendrer des conséquences environnementales significatives reste le déversement de produits chimiques lors du dépotage ou l'écoulement des eaux d'extinction en cas d'incendie pour lequel des mesures constructives doivent permettre d'éviter l'écoulement en dehors du site.

4.1. Risque d'incendie ou d'explosion

Ce risque existe au niveau de la zone de stockage des solvants, au niveau de la zone de préparation des mélanges, à l'intérieur des machines d'enduction utilisant des solvants, au niveau des chaudières et à l'intérieur de l'oxydateur thermique régénératif.

Les mesures générales destinées à limiter la survenance d'un incendie, à maîtriser rapidement tout départ de feu, à limiter la propagation d'un incendie et à en réduire les conséquences, proposées sont notamment les suivantes :

- Formation et habilitation du personnel ;
- Interdiction de fumer sur la totalité du site ;
- Permis de travail, de feu ;
- Site sous alarme anti-intrusion avec report chez une société de surveillance ;
- Fonctionnement des chaudières asservi aux heures d'activité ;
- Entretien et vérification périodique des équipements ;
- Bassin réservoir de 350 m³ d'eau destiné à la lutte incendie ;
- Moyens d'extinction (extincteurs) ;

Les mesures particulières proposées par zone sont les suivantes :

Zone	Mesures
Zone de stockage et de mélange des solvants	Zone placée en légère dépression atmosphérique afin de canaliser les vapeurs de solvants vers l'intérieur de la zone
	Equipement de la zone de mélange par un dispositif de détection incendie associé à des extincteurs automatiques de grande capacité
	Ensemble du matériel conforme ATEX
	Liaisons équipotentielle des circuits, vérification thermographique de l'atelier
	Plan de formation du personnel de l'atelier
	Portes et murs coupe-feu

Zone	Mesures
Laboratoire d'essai feu	Consigne spécifique lors de l'essai. Surveillance par personnel habilité. Conception des locaux.
Chaudières	Vannes de sectionnement automatiques associées à une détection de gaz.
Oxydateur thermique régénératif	Vérification de la masse de solvant déposée sur les machines d'enduction.
	Suivi de la température dans la chambre de combustion avec vannes de bypass en entrée de l'oxydateur si augmentation rapide de la température (solvant trop concentré).
Logistique	Zone de stockage ceinte de murs et portes coupe-feu

4.2. Risques d'effets dominos

L'exploitant propose la mise en place de détecteur d'incendie dans une zone non équipée afin de réduire les délais d'intervention dans la zone sensible.

Les autres ateliers à risque étant équipés de systèmes d'extinctions couplés à des détecteurs incendie, les risques à la source sont particulièrement réduits.

Enfin la configuration des ateliers séparés par des murs et portes coupe-feu protège les zones non concernées d'un effet domino.

4.3. Risque d'inondation

Un repère existe sur le site (atelier de maintenance) qui n'a jamais été inondé depuis le début de l'exploitation en 1920. L'exploitant a construit le bâtiment d'enduction à la cote de cet atelier. Même si aucune inondation n'a été enregistrée depuis l'implantation de l'entreprise en 1920 sur le site d'implantation, et même si la zone n'a pas fait l'objet d'un plan de prévention du risque d'inondation, le pétitionnaire a pris les précautions suivantes :

- l'exploitant entretient régulièrement les berges de l'Hyrôme sur sa propriété,
- le pont de la route nationale situé en aval qui constitue un goulot d'étranglement de l'écoulement de la rivière en cas de pluies d'orage est précédé en amont de ce pont et en aval de l'établissement par une prairie inondable maintenue libre ;

Il est à noter que les travaux ayant accompagné la construction de l'autoroute ont effectué un drainage d'une partie du bassin de la petite aubance, affluent de l'Hyrôme et important contributeur en cas de pluies d'orage au débit de la rivière au droit du site. Ces travaux ont conduit à une diminution des variations de débit de l'Hyrôme et à une diminution de la fréquence et des niveaux d'inondation de la prairie.

4.4. Risque de foudroiement

Les 14 mai 1998, 20 novembre 1998 et 5 octobre 2001, trois études foudres ont été réalisées sur respectivement les bâtiments B et F, B et F et E, pole logistique.

L'exploitant indique que trois paratonnerres ont été installés suite à ces études couvrant l'intégralité des bâtiments.

4.5. Risque de pollution accidentelle

Le pétitionnaire a calculé le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction sur la base du scénario d'incendie du bâtiment B présentant la plus grande surface donc le besoin majorant en volume d'eau. Ce volume de 250 m³ sera obtenu par la réalisation, à venir, de l'étanchéification de la zone entourant le bâtiment B et jouxtant la rivière Hyrôme.

(voir 5.2 protection des ressources en eau et des milieux aquatiques)

5. Prévention des risques chroniques et des nuisances

Les enjeux essentiels sont extraits du dossier déposé par l'exploitant. Ils sont détaillés par thématique.

5.1. Prévention des rejets atmosphériques

La pollution de l'air générée par l'établissement provient des sources suivantes :

- les extractions d'air des tunnels de séchage, des têtes d'enduction, des têtes des points d'alimentation en enduits avec des émissions de COV conséquentes (débit de 12000 Nm³/h à des concentrations de 0 à 7 g/Nm³ soit 36 kg/heure en moyenne avant traitement et de 0.6 kg / heure après traitement sur les rejets canalisés). Les rejets canalisés (avant traitement) représentent environ 80% des rejets totaux ;
- la circulation des véhicules sur le site avec des émissions de SO₂ et NO_x ;
- les gaz de combustion rejetés par les chaudières alimentées au gaz naturel.

Dans la configuration actuelle des rejets de l'entreprise, l'impact sanitaire des émissions aériennes de l'usine est négligeable pour les polluants traceurs, aussi bien pour les substances avec un seuil d'effet que pour celles sans seuil d'effet (dichlorométhane). La réduction des émissions aériennes de COV, dont l'évaluation des risques sanitaires réalisée précédemment n'a pas tenu compte, contribue à améliorer cette situation.

5.2. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

L'alimentation en eau du site provient du réseau de distribution de la commune à hauteur de 2400 m³/an. La consommation moyenne journalière est d'environ 11 m³. L'eau est employée pour les sanitaires, les fontaines d'eau dans l'usine, le nettoyage des machines d'enduction en phase aqueuse, les appoints des groupes froids et des chaudières, les opérations de mélange et production en phase aqueuse.

Les réseaux d'effluents sont de type séparatif. Les eaux vannes sont dirigées vers le réseau séparatif communal.

Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle. Les effluents liquides sont évacués en tant que DIS.

Les eaux pluviales de la partie haute du site sont envoyées à l'Hyrôme après traitement dans un séparateur à hydrocarbures et passage dans un bassin d'orage régulateur de débit. Les eaux pluviales de la partie basse sont collectées, pour une partie dans une chaussée réservoir, puis dirigées vers l'Hyrôme.

L'entreprise JEHIER propose comme mesures compensatoires, afin de maîtriser tout écoulement accidentel, d'étanchéifier la zone entre le bâtiment B et la rivière, avec une vanne sectionnable actionnée avant tout dépotage.

Cette zone (chaussée réservoir) servira de rétention à la fois pour un déversement accidentel mais aussi pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie (bassin de confinement). Son dimensionnement est précisé suite à l'avis des services départementaux de la police de l'eau.

Il est indiqué que le site ne fait pas l'objet d'un plan de prévention du risque d'inondation.

5.3. Prévention de la pollution des sols

L'ensemble des activités s'effectue à l'intérieur des bâtiments dont le sol est étanche à l'exception des opérations de dépotage.

Celles-ci s'effectuent sur une aire bétonnée située à proximité de la rivière Hyrôme.

Les moyens utilisés et prévus en vue de prévenir les pollutions des ressources en eaux et milieux naturels permettront de prévenir la pollution des sols et de la rivière.

5.4. Production et gestion des déchets

L'établissement dispose d'une collecte sélective pour les palettes, les cartons, les plastiques d'emballages, des fûts de solvants non chlorés conformément aux dispositions du décret du 13 juillet 1994 relatif aux emballages.

Les déchets pâteux contenant des solvants, les déchets aqueux solvantés, des déchets d'élastomères et les huiles usagées sont éliminés dans des installations autorisées à cet effet.

Le papier est broyé en interne et sert comme calage des équipements envoyés aux clients.

Les Déchets Industriels non dangereux sont enlevés actuellement par la société FERS du groupe BRANGEON.

5.5. Prévention des nuisances

Les sources de nuisances sonores potentielles sont les mouvements de véhicules sur le site relativement réduits, les compresseurs et les extracteurs d'air.

Les niveaux sonores les plus élevés à proximité des habitations, résultent du fonctionnement des extracteurs d'air de la zone mélange et de l'extracteur de la chaufferie. L'étude d'impact a révélé des dépassements des émergences dans les zones à émergence réglementée, la nuit. L'extracteur qui était en fonctionnement continu de jour comme de nuit, a été remis en mode automatique, piloté par une sonde thermique. Il est arrêté à 18 h.

Sur la base des mesures réalisées sur le site le 10 mai 2006 de 22h05 à 23h22 et des mesures initiales dans l'environnement, il est proposé des niveaux sonores ambiants de 50 dB(A) de jour et 40 dB(a) de nuit en limite de propriété sur les points recensés dans le dossier initial. Ces seuils permettront le respect des niveaux d'émergence autorisés dans les zones réglementées notamment au niveau des maisons les plus proches du site. Il est noté que le niveau sonore ambiant (maximum 50 dB(A)) est faible, ce qui explique le niveau des émergences.

5.6. Transport - Trafic routier

L'activité génère un transport qui représente environ 20 véhicules poids lourds et camionnettes par jour auxquels il convient d'ajouter les 80 véhicules légers du personnel travaillant sur le site. Le trafic global est inhérent à l'activité du site et difficile à réduire. Les allées et venues des transporteurs sont maîtrisées entre 9h et 17h.

5.7. Evaluation des risques sanitaires

L'évaluation de l'impact sur la santé des populations est réalisée sur la base des émissions des solvants émis par les cheminées en mars 2005, c'est à dire avant la mise en service de l'oxydateur thermique régénératif. Seules les émissions mineures ont été écartées.

Les hypothèses de travail retenues portent sur une exposition par transfert par la seule voie aérienne, les voies de contamination par l'eau ou le sol étant écartées de par la nature des émissions (solvants).

Une modélisation de l'exposition des populations a été effectuée sur la base des concentrations émises pendant les heures de travail, des conditions de dispersion liées aux hauteurs de cheminées, conditions météorologiques, topographie du site.

Selon les risques associés aux molécules chimiques (à effet de seuil ou cancérigène), les résultats de l'étude indiquent un indice de risque ou un excès de risque individuel inférieur d'un facteur 10 à la valeur de référence.

L'exploitant conclut de la manière suivante : « les rejets atmosphériques de l'établissement JEHIER ne présentent pas de risques sanitaires pour les personnes avoisinantes susceptibles d'être exposées à ces polluants ».

6. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel

Le pétitionnaire recense les différents articles du code du travail le concernant et s'engage à s'y conformer. Les conditions de chauffage, de répartition des vestiaires et sanitaires ainsi que les moyens de lutte incendie sont décrits.

L'adéquation des formations spécifiques aux risques décrits est précisée, ainsi que le nombre de salariés concernés.

Des mesures propres à éviter les risques liés à la manipulation des produits chimiques sont listées, et il est prévu que les personnels exposés aux solvants seront sous surveillance médicale renforcée.

7. Les conditions de remise en état

L'exploitant a prévu une remise en état du site en fin d'exploitation. Les mesures indiquées comprennent l'évacuation des équipements, des produits dangereux et des déchets, ainsi que le nettoyage des ateliers et des zones sensibles.

L'entreprise JEHIER a prévu la réalisation d'un mémoire d'abandon du site dans cette hypothèse.

II - La consultation et l'enquête publique

1. Les avis des services

Le Service départemental de Police de l'Eau :

Le service préconise, dans le bassin de l'Hyrôme, de dimensionner les mesures compensatoires à l'imperméabilisation pour un événement décennal minimum, avec, comme ordre de grandeur du débit de fuite, le ratio de 5l/s/ha (surface du projet) tel que déterminé par la MISE 49.

L'étude d'impact doit définir l'impact du rejet des eaux pluviales dans l'Hyrôme et, éventuellement, les dispositifs de traitement adaptés.

La Direction Régionale des affaires culturelles :

Il est demandé qu'en cas de découvertes fortuites de vestiges archéologiques cette direction soit informée.

L'Institut National des Appellations d'Origine :

Aucune objection formulée.

La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours :

Le SDIS insiste sur le respect des dispositions prévues par l'étude de danger en terme de mesures de prévention des risques.

Il est demandé également de s'assurer du désenfumage de tous les bâtiments en créant si nécessaire en partie haute des orifices d'une surface utile d'évacuation minimale de fumée (S.U.E.) de 1/200^{ème} de celle mesurée au sol. L'ouverture des châssis s'effectuant au moyen de commandes manuelles facilement manœuvrables et situées près des issues.

La réserve d'eau doit être en permanence accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie et possède une capacité minimum de 350 m³.

La Direction Départementale de l'Equipement :

Aucune observation particulière.

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales :

La DDASS demande que le réseau public d'adduction d'eau potable et le réseau intérieur d'eau potable soient protégés par un ensemble de protection adapté vis à vis des retours d'eau.

La DDASS souligne que l'étude acoustique montre que les valeurs limites sont dépassées dans les Zones à Emergence Réglementée en période nocturne. Même si le fonctionnement de l'extracteur d'air la nuit est arrêté et l'extracteur remplacé, l'installation d'un module de traitement des COV risque d'augmenter le niveau sonore. Il est donc demandé une présentation et une validation des mesures compensatoires par une nouvelle étude acoustique.

Il est bien noté que l'arrêt de l'utilisation du chlorure de méthylène est normalement effectif en 2005.

2. Les avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de Chemillé émet en séance du 6 février 2006 un avis favorable à la demande d'autorisation de la société JEHIER.

3. L'enquête publique

Elle s'est déroulée du 13 décembre 2005 au 13 janvier 2006. Une seule observation par un couple habitant près de l'établissement a été écrite.

Il y est écrit que :

- il n'y a pas d'amélioration concernant le bruit ;
- il y a des odeurs fortes et désagréables ;
- le déchargement de fûts de substances dangereuses s'effectue sur le terrain en bordure de l'Hyrôme, ainsi que du stockage, avec risque en cas de crue.

Un mémoire en réponse au pétitionnaire a donc été demandé par le commissaire enquêteur afin de prendre en compte les observations formulées lors de l'enquête.

La réponse du demandeur s'est effectuée suite au procès verbal d'enquête publique, suite au rapport rédigé par le commissaire enquêteur et suite aux avis des services.

3.1 Réponse de l'exploitant suite au procès verbal d'enquête publique

En réponse au procès verbal par courrier du 20 janvier 2006, le demandeur indique :

- que la source de bruit a été identifiée (extracteur de chaufferie), que celui-ci est remplacé par un modèle monté sur des amortisseurs sonores et que son fonctionnement est asservi au fonctionnement de la chaudière ;
- que l'entreprise a mis en place un schéma de maîtrise des émissions de solvants comprenant des actions de réduction à la source et d'installation d'une unité d'épuration, ce qui a conduit à des réductions notables ;
- qu'aucun fût n'est stocké hors rétention à l'exception de fûts vides en attente de transfert ;
- que le déchargement des fûts respecterait les prescriptions du futur arrêté préfectoral.

3.2 Les conclusions du commissaire enquêteur

Monsieur André LAUMONIER, désigné par le Président du Tribunal administratif de Nantes le 8 novembre 2005, en qualité de commissaire enquêteur, s'est prononcé favorablement le 26 janvier 2006 à la demande formulée par la société JEHIER pour l'autorisation de régularisation administrative. Cet avis est fondé sur :

- la bonne insertion des bâtiments dans l'environnement du site ;
- les mesures prises par le demandeur pour diminuer ses rejets atmosphériques ;
- les mesures prises en vue d'éviter une pollution par épandage sur les sols ;
- le bon entretien et la modernité des installations.

Le commissaire enquêteur émet des réserves concernant :

- la vérification de l'impact sonore et réalisations des mesures adéquates au cas où il serait supérieur à la norme,
- la réduction des rejets de COV dans l'atmosphère,

- l'étanchéification du terrain situé entre le terrain B et la rivière l'Hyrôme avec mise en place d'une vanne sectorielle,
- la prévention du danger d'incendie dans la zone enduction du bâtiment B par mise en place d'un dispositif de détection d'incendie approprié.

3.3 Le mémoire en réponse du demandeur

En réponse au rapport du commissaire enquêteur par courrier du 22 février 2006, il est précisé :

- que les délais entre le dépôt du dossier et l'enquête sont liés à la procédure et pas seulement aux délais de réaction de JEHIER ;
- qu'une nouvelle campagne de mesure sera réalisée en vue de vérifier l'efficacité des mesures prises contre le bruit ;
- que les rejets atmosphériques sont conformes au schéma de maîtrise des émissions ;
- que les travaux de confinements prévus seront réalisés une fois les volumes validés ;
- qu'un système de détection incendie sera mis en place dans les zones concernées du bâtiment B.

4. Réponse aux avis des autres services

En réponse aux avis des services de la police de l'eau, de la direction départementale des services d'incendie et de secours et de la direction régionale des affaires culturelles l'exploitant en date du 24 mars 2006 écrit :

- une note de calcul reprenant les débits de fuite préconisés par le MISE 49 qui calcule les différentes surfaces collectant les eaux de ruissellement, les coefficients par ouvrage, les capacités spécifiques par ouvrage et le débit de fuite. L'exploitant calcule que les volumes nécessaires, respectivement de 303 m³ pour le bassin d'orage et de 247 m³ pour la chaussée réservoir, sont conformes avec les ouvrages existants (336 m³) ou prévus (250 m³).
- la S.U.E. de chaque bâtiment est supérieure au minimum de 1/200^{ème} de la surface au sol et joint un tableau récapitulatif. Par ailleurs les phases d'améliorations proposées par le pétitionnaire ont fait l'objet de travaux (vérification des circuits de gaz) ou d'étude (travaux d'étanchéification autour du bâtiment B, mise en place de détecteurs dans le bâtiment B).
- qu'en cas de découverte archéologique, la direction régionale des affaires culturelles serait prévenue.

III - Analyse de l'inspection des installations classées

1. Statut administratif des installations du site

Les installations sont déjà exploitées sans l'autorisation requise. L'établissement est actuellement enregistré en préfecture par 2 récépissés de déclaration relatifs à un atelier de travail des métaux et à la mise en service d'un bâtiment logistique. Il a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure de régulariser sa situation administrative.

2. Situation des installations déjà exploitées

Deux arrêtés complémentaires ont fixé les prescriptions relatives à l'emploi des solvants toxiques et à la mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions sans attendre l'aboutissement de la procédure de régularisation.

Le présent dossier actualise la situation de l'établissement et permet de prescrire le cadre réglementaire d'exploitation des installations. Les récentes évolutions en terme de prévention de la pollution et des risques doivent être conclues par l'aménagement de la zone autour du bâtiment B et la gestion des eaux pluviales au milieu naturel, ce qui est prévu par un échéancier proche dans la proposition d'arrêté.

3. Inventaire des principaux textes en vigueur applicables aux installations objet de la demande

Dates	Textes
20/12/05	Arrêté du 20 décembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
23/12/03	Circulaire du 23 décembre 2003 relatives aux Installations classées. Schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils.
24/12/02	Arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
18/04/02	Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
16/09/98	Décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique
11/09/98	Décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW
22/06/98	Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
13/07/94	Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n°75-633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages
20/04/94	Arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances, modifié par l'arrêté du 7 janvier 1997
28/01/93	Arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.
23/07/86	Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

4. Evolutions du projet depuis le dépôt du dossier

Le dossier déposé le 15 juin 2004 concerne la régularisation des activités exercées sur l'établissement.

Cette demande répond à l'arrêté de mise en demeure D3 2004 n°231 du 18 mars portant sur la régularisation administrative. Dans le cadre de l'instruction de cette demande par l'inspection des installations classées, l'exploitant a complété son dossier initial sur les sujets suivants :

- Pour résorber l'impact sonore le pétitionnaire a prévu d'arrêter la ventilation de la chaufferie en dehors des périodes de fonctionnement sans analyse des risques induits ;
- Le dimensionnement des volumes de rétention associés à la prévention de la pollution de l'Hyrôme en cas de lutte incendie ;
- La gestion de ces eaux et également les conditions de rejet des eaux ont été précisées ;
- Les mesures complémentaires de prévention des risques de fuite du fluide caloporteur ;
- La mise en place des barrières évitant le risque d'incendie généralisé.

Les améliorations les plus significatives portent sur la réduction des rejets atmosphériques par :

- des efforts portant sur la substitution des élastomères, notamment par l'arrêt de certaines gammes ou la substitution par des bases aqueuses. La substitution a permis de réduire les consommations de 30% environ ;
- la mise en service le 27 octobre 2005 d'un oxydateur thermique régénératif correspondant à un investissement de l'ordre de 250 Keuros et des coûts de fonctionnement de l'ordre de 30 Keuros par an.

D'une émission de 3 fois l'extrait sec en 2003 avec 131 tonnes, les rejets de COV sont inférieurs à l'extrait sec en 2006, soit une baisse de l'ordre de 70% (ou des émissions diminuées de plus de 100 tonnes de COV par an en tenant compte de la croissance de l'activité sur la même période) avec une situation de rejet de l'ordre de 60 tonnes de COV par an en 2006.

A noter, comme indiqué en III 5.2, qu'il n'y a plus de chlorure de méthylène (seule substance à risque cancérigène suspecté),

5. Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

Les principaux enjeux liés à l'activité de JEHIER, qui ont été identifiés par l'inspection des installations classées, au vu du dossier, de ses compléments et des avis émis au cours des enquêtes administratives et publiques comportent les actions suivantes :

- Limiter à l'intérieur de l'établissement les zones d'effets engendrées en cas d'incendie ;
- Maîtriser les nuisances acoustiques ;
- Confiner à l'intérieur de l'établissement les conséquences d'une fuite de produits dangereux (au cours du dépotage ou par transfert de fûts) ou les eaux d'extinction incendie en vue d'éviter une pollution de l'Hyrôme et des milieux naturels.

La synthèse des actions de l'inspection des installations classées porte sur 3 limitations de risque, la limitation du risque de pollution des milieux étant abordée en II 3.2) mémoire en réponse du demandeur.

5.1 Limitation des risques incendie

Les compléments apportés dans l'étude de dangers suite à la demande de l'inspection des installations classées portent sur les analyses de risques :

- sur l'installation de chauffage par fluide caloporteur ;
- le développement des phénomènes dangereux dans les différentes parties des zones à risque d'explosion notamment la zone d'enduction.

Ces compléments permettent de définir les accidents à prendre en compte au niveau de ces équipements.

Des mesures particulières accompagnent l'analyse de l'exploitant, présentée ci-dessous sous forme de tableau de synthèse pour plus de lisibilité :

Machines d'enduction	Dispositif de détection incendie associé à un extincteur automatique de grande capacité pour chaque machine
	Machines capotées, intérieur en dépression
	Fonctionnement sous la surveillance permanente d'un opérateur
	Séparation de la zone d'enduction de la zone calandrage par un mur et des portes coupe-feu
Chaudières à fluide caloporteur	Corps de chauffe dans la chaudière en double paroi
	Boucle munie d'un système de mesure de dépression qui 1) déclenche une alarme sonore, 2) évacue le fluide vers un contenant sécurisé
	Circuit en surpression + vase d'expansion dégazeur prévu pour éviter l'apparition de gaz inflammable
	Réseau installé en hauteur en vue d'éviter les chocs mécaniques
	Limitation du stockage de matières combustibles au minimum

5.2 Limitation des rejets et des risques sanitaires

En parallèle à la démarche de régularisation de ses activités, par arrêtés complémentaires l'inspection des installations classées a initié et prescrit le cadre d'action de la réduction des émissions de solvants.

Tout d'abord l'arrêté complémentaire du 11 juillet 2005 fixe un objectif principal à terme du 30 octobre 2005 sur la base de l'abandon des COV toxiques, ou d'une utilisation dans des conditions de rejet particulières (captage et traitement selon les meilleures techniques disponibles + rejets < 2 mg/Nm³ + évaluation des risques sanitaires).

Ensuite l'arrêté complémentaire en date du 25 novembre 2005 prescrit la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions. Ce schéma garantit, lorsque les valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses, définies à l'arrêté du 2 février 1998, ne sont pas appliquées, que le flux total d'émissions de

COV de l'installation ne dépasse pas les valeurs limites qui serait atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.

Ce schéma définit des actions de réduction à la source (substitution des COV toxiques, développement de nouveaux produits à phase aqueuse, adaptation d'autres processus d'enduction,...) et définit le traitement des émissions de COV des machines d'enduction avec un rendement d'au moins 98%.

L'arrêté prescrit que l'émission annuelle cible (EAC) = Extrait sec (ES).

Les principaux produits utilisés en 2005 sont la méthyléthylcétone, le toluène et le dichlorométhane. L'exploitant a procédé à une quantification des émissions au travers d'un plan de gestion des solvants.

Des actions de réduction à la source des émissions sont réalisées ou proposées avec l'abandon de l'utilisation du dichlorométhane au 30 septembre 2005 (acté par arrêté préfectoral), la réalisation de films aqueux avec des colles sans solvants, la réalisation des adhésifs aqueux, l'abandon de revêtements élastomères si la substitution n'est pas réalisable, l'optimisation des nettoyages.

En complément de la réduction à la source, l'entreprise installe un système d'oxydation thermique régénérative au niveau du bâtiment B d'enduction sur trois machines d'enduction des élastomères. La capacité de traitement retenue est de 12000 Nm³/h. Ce choix résulte de l'objectif à atteindre de réduction des émissions de COV et des discontinuités de la production.

Au 30 octobre 2005, il n'est plus utilisé de composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 (dichlorométhane) et l'oxydateur thermique régénératif destiné au traitement des COV fonctionne.

Lors de l'inspection du 19 septembre 2006, l'inspection des installations classées a constaté le respect du schéma avec un bilan à fin août 2006 (sur 8 mois) des émissions de COV de 40 tonnes de COV émis. La règle fixée par l'arrêté complémentaire du 25 novembre 2005 lie les émissions de COV à la masse d'extrait sec (Masse résiduelle d'un corps après évaporation des solvants). Cet extrait sec étant de 54 tonnes sur la même période (8 mois), les rejets sont conformes (EAC (40 tonnes) < ES (54 tonnes)). Suivant les hypothèses retenues par l'exploitant, l'émission annuelle cible atteinte en 2006 serait de l'ordre de 60 tonnes par an pour une émission cible imposée de 80 tonnes environ par an. L'entreprise irait ainsi au-delà de l'objectif réglementaire. Cela représente une réduction significative de l'ordre de 70 % des émissions totales.

Ces faits sont de nature à répondre à la réserve émise par le commissaire enquêteur.

5.3 Limitation des nuisances liées au bruit

Au terme de l'enquête publique, le commissaire enquêteur relève que la vérification de l'impact sonore est nécessaire.

Lors de la visite d'inspection du 19 septembre 2006 il a été constaté sur la base de mesures réalisées le 18 mars 2006 que les émergences étaient respectées en soirée.

Les conditions de fonctionnement des installations en journée permettent de considérer que le niveau d'émergence observé précédemment par les mesures du 10 mai 2005 est satisfaisant.

La remarque du commissaire enquêteur est reprise par l'inspection des installations classées qui propose la réalisation sous trois mois puis de manière triennale d'une campagne de mesure. Celle-ci porte sur les niveaux sonores en limite de propriété ainsi que la détermination de l'émergence au niveau des habitations les plus proches couvrant une journée représentative de l'activité notamment au démarrage des installations, à l'heure précédant et suivant l'ouverture de l'établissement, et accompagné d'un descriptif des conditions de fonctionnement de l'établissement.

IV - Propositions de l'inspection des installations classées

A l'appui des compléments apportés, l'exploitant a fait des propositions de mesures de prévention présentées dans les deux tableaux de ce rapport qui sont intégrées comme prescription dans le projet d'arrêté.

Il est également ajouté une mesure supplémentaire présentée au demandeur lors de la visite d'inspection du 19 septembre 2006 en vue d'asservir les opérations de dépotage au confinement des eaux pluviales du site (dépotage asservi à la fermeture de l'écoulement des eaux pluviales vers l'Hyrôme en plus des consignes de travail et de la rétention de la zone).

Les propositions d'aménagement ou d'équipements ainsi que les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral sont de nature à prévenir les dangers ou les inconvénients de l'installation.

Nous proposons de donner une suite favorable à la demande de régularisation présentée la société JEHIER suivant le projet d'arrêté joint.

V - Conclusions

La société JEHIER a déposé une demande en vue de régulariser sa situation administrative.

Cette demande a fait l'objet d'un avis favorable du commissaire enquêteur, du conseil municipal et des services administratifs consultés.

Considérant qu'aux termes de l'article L512-1 du code de l'environnement livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que la situation géographique de l'établissement est favorable à l'exercice de l'activité sur le site,

Considérant les conditions d'exploitation de l'établissement, notamment les mesures de prévention et de protection prises pour limiter les rejets atmosphériques et supprimer les COV toxiques,

Considérant par ailleurs les mesures prises en ce qui concerne les nuisances acoustiques et le niveau faible des mesures effectuées en limite de propriété,

Considérant les travaux d'étanchéification prévus et destinés à être réalisés rapidement en vue de prévenir toute pollution des milieux aquatiques,

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société JEHIER, sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes proposées dans les délais impartis et propose au préfet de Maine et Loire de soumettre ce dossier à l'avis des membres du CODERST de Maine et Loire.